



Sommaire

- ✓ La Riposte à Sarkozy page 2-3
- ✓ Premier recensement des initiatives prises dans les départements pour la préparation de la semaine de riposte et la manifestation du 27 octobre à Paris pages 4-5-6-7
- ✓ Peyrefitte : Pas de décision de délocalisation couperet page 8
- ✓ Quelques repères sur les régimes spéciaux page 9
- ✓ Quelques règles des régimes spéciaux page 10
- ✓ Lutte: sous la cendre, la braise... page 11
- ✓ La DARES publie une étude sur l'emploi page 11

La riposte !

Alain Obadia

Nicolas Sarkozy vient de présenter au pays un ensemble de mesures qui constituent une immense régression sociale.

La gravité et la cohérence antipopulaire de la stratégie mise en oeuvre par le pouvoir se confirme au fil des semaines: il s'agit d'aligner le modèle social français sur les besoins de compétitivité et d'attractivité du grand capital dans la mondialisation financiarisée conformément aux objectifs des sommets du G8 mais aussi de l'agenda de Lisbonne, d'où le lien avec notre bataille contre le traité simplifié. Il s'agit pour cela de saccager les garanties sociales collectives pour les remplacer par un édifice différent, un « nouveau contrat social » fortement inspiré des projets de « refondation sociale » avancés par le Medef il y a quelques années. Le maître mot est « fluidifier » le marché du travail. Il s'agit dans le même temps d'acclimater à la France une vision des rapports sociaux inspirée des néo-conservateurs américains avec la mise en avant des approches génétiques porteuses de dérives gravissimes ou d'une conception de la responsabilité individuelle stigmatisant les plus pauvres, les chômeurs et les étrangers..

L'urgence de la riposte sociale mais aussi politique en lien avec les efforts de rassemblement, de construction d'une perspective de nature à reconstruire l'espoir n'en est que plus aiguë.

Dans la phase difficile que nous traversons et que la gauche traverse, il est très important que la Fête de l'Humanité ait pu être vécue et appréciée comme un facteur d'optimisme par les communistes mais aussi par une partie significative de l'opinion de gauche.

Cela a fortement contribué à la qualité du climat politique que nous avons tous vécue et ressentie.

Evidemment, nous analysons tout cela en pleine lucidité. La gravité de la situation et l'ampleur des défis restent immenses. Il est néanmoins très important qu'un courant commence à se manifester pour exprimer sa conviction ou son attente d'un autre avenir que celui de la société de l'égoïsme triomphant et de la soumission résignée à la loi du profit.

C'est important car l'enjeu est massif. Il y a danger !

En effet, Sarkozy et son gouvernement mettent en place à très grande vitesse une série de mesures qui constituent une immense régression sociale, un festin pour les grands patrons, des sacrifices tous azimuts pour le monde du travail, voilà le nouveau contrat social envisagé par le pouvoir. Pas étonnant que la présidente du Medef considère Nicolas Sarkozy comme « l'idole des patrons ».

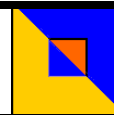
Stand du PCF à la Salle Japy— 29 septembre 2007



Le discours du président de la République est fondé sur un postulat : le système social français ne serait pas tenable financièrement.

A partir de là tout doit passer à la moulinette libérale et doit être reconfiguré.

◆ L'allongement de la durée de cotisation et la diminution des retraites pour tous les salariés est programmé pour 2008. Fillon annonce déjà le passage aux 41 annuités et L. Parisot en réclame 42 le plus tôt possible. Cela met en lumière la véritable nature de l'offensive contre les régimes spéciaux en lien avec la volonté de restreindre le droit de grève dans les transports. Leur existence est parfaitement légitime car elle correspond, pour l'essentiel, à des conditions de travail en horaires décalés, le week end ou caractérisés par une pénibilité particulière. **Le véritable scandale est que le patronat bloque la négociation concernant les situations comparables existant dans le secteur privé.**



◆ Mais l'offensive se déploie tous azimuts avec la remise en cause du CDI, l'allongement des périodes d'essai sur le modèle du CNE, l'aggravation de la précarité, (conception réelle du thème de la flexicurité,) le durcissement des conditions d'indemnisation des chômeurs arbitrairement assimilés à des fraudeurs, le projet de fusion Anpe-Unedic qui vise à donner plus d'efficacité à cette approche répressive, la fixation du SMIC au rabais, l'enterrement programmé du statut des fonctionnaires, les franchises médicales, le recours accru aux couvertures individuelles complémentaires, les nouvelles mesures de restrictions dans la branche maladie

Alors que la crise financière née de la bulle spéculative de l'immobilier américain aura des répercussions graves sur la croissance et sur l'emploi, la BCE comme la Fed prennent des mesures conduisant à effacer l'ardoise des spéculateurs tout en laissant s'enfoncer leurs victimes

◆ Les diatribes purement déclaratives de Sarkozy contre la BCE n'y changent rien. Dans les faits et pour l'essentiel, c'est bien la politique ultra libérale de cette dernière qui est promue. L'habillage du volontarisme politique ne se situant qu'à la marge. On le voit bien avec les affaires Suez-GDF et Areva où le risque est de livrer le nucléaire aux appétits financiers du groupe Bouygues.

◆ Mais il faut insister aussi sur les regressions démocratiques et même éthiques: avec toutes les mesures qui organisent à grande échelle la chasse aux sans papiers, avec cette ignoble affaire du test ADN pour le regroupement familial (même si le sénat l'a retoquée, la vigilance reste de mise) avec les peines planchers, les procès aux malades mentaux etc..

◆ Et puis il y a la réorientation préoccupante de la politique internationale. Sarkozy multiplie les signes d'allégeance à Bush, il se place en première ligne dans les attaques contre l'Iran, et l'on parle de plus en plus de réintégrer le commandement intégré de l'OTAN.

La gravité de la crise, que vivent des millions d'hommes et de femmes dans notre pays, appelle d'autres solutions.

Alors que les profits explosent – ceux du CAC 40 ont augmenté de 14 % en un an pour le premier semestre 2007 – leur contribution aux avancées sociales indispensables reste taboue. Ni les 13 milliards de cadeaux fiscaux, pour la partie la plus nantie de la population, ni les gâchis et spéculations dans la sphère financière, ne sont mentionnés.

Nous voulons construire une riposte politique. Elle doit exprimer la protestation mais aussi l'exigence de mesures novatrices face à la crise, car nous ne nous pouvons pas nous poser comme les défenseurs du seul statu quo déjà vecteur de la crise.

Trois exemples pour illustrer cette idée:

◆ Nous défendons les retraites. Mais nous ne pouvons nous en tenir à la seule situation d'aujourd'hui. **La vraie question posée est celle de la part de richesse que le pays décide d'affecter à cette question de grand avenir afin d'assurer le retour aux 37,5 annuités, de faire progresser la reconnaissance des travaux pénibles dans toutes les branches tout en assurant durablement l'avenir du système.** D'où nos propositions de financement innovantes incitant à de nouvelles gestions dans les entreprises en lien avec l'emploi.

◆ Ils veulent en finir avec le CDI. Mais notre bataille ne peut se borner à la simple défense de celui-ci.

A la flexicurité à la sauce Bruxelloise (je fais ici référence au Livre vert de la commission) **nous devons opposer une véritable sécurisation des parcours professionnels dans une rotation emploi formation avec garantie de revenu.**

◆ La suppression programmée de 11 500 postes dans l'éducation nationale ne doit pas nous limiter à la défense de l'école d'aujourd'hui. Notre bataille pour une école de la réussite avec tout ce que cela implique garde sa pleine actualité.

Il faut explorer des voies novatrices : investir utilement pour créer des emplois ; augmenter les salaires ; sécuriser effectivement les parcours professionnels avec un vrai système de rotation emploi-formation ; donner de nouveaux pouvoirs aux salariés ; répondre aux besoins et aux nouveaux défis en matière de santé et de protection sociale... C'est-à-dire placer le progrès humain au cœur des objectifs.

Le devoir de la gauche est de contrecarrer cette offensive de grande envergure et de proposer des solutions nouvelles et ambitieuses. Le parti communiste déploiera tous les efforts pour qu'il en soit ainsi.

Il appelle, dès maintenant, à la riposte, au rassemblement pour des solutions alternatives à la hauteur des enjeux et prépare, dans cet esprit, une grande initiative pour lutter et reconstruire l'espoir, le 27 octobre à Paris.

Riposte à Sarkozy dans les régions Préparation de la semaine du 27 octobre

**Premiers recensements des initiatives prises
dans les départements pour la préparation de la semaine de riposte
et la manifestation du 27 octobre à Paris.**

NORD-PAS-DE-CALAIS

Nord **Priorité** : le travail de proximité. Organisation de rencontre avec les salariés des entreprises industrielles touchées par la suppression de 17 000 emplois, avec les salariés des services publics (éducation nationale, santé), avec les salariés des entreprises touchées par les délocalisations. Les salariés attendent beaucoup sur les questions de contenu et sur des contre-propositions.

Douaisis : initiative s'appuyant sur les exigences de formation pour garder une industrie moderne. Les élus au service de l'action s'engagent dans la riposte. Ne pas opposer la gauche qui se rassemble et le rassemblement populaire en bas sur des contenus. Décisions: une semaine aux entreprises. Une journée dans les gares.

Objectif: 500 à Paris le 27 octobre.

LE CENTRE

Loir et Cher **Samedi 29 septembre**
Rassemblement à 15 h 00 contre les franchises médicales dans les rues piétonnes à Blois

Dimanche 30 septembre
Randonnée de la Paix (départ du stade des Allées)
Organisée par le Collectif du Mouvement de la Paix du Loir-et-Cher

Lundi 1^{er} octobre
Montrichard Salle d'Effiat réunion publique du PCF avec **Norbert Lecomte**, secrétaire de section « après la victoire de la droite, comment riposter et ouvrir une réelle alternative à gauche »

Mercredi 10 octobre
20 h 30 salle Roland Dorgelès à Blois—débat sur la santé avec des professionnels de la santé

Dimanche 21 octobre
Déplacement en autocar à CHATEAUBRIANT en hommage aux 27 et à Guy MÔQUET Marie-George BUFFET y prendra la parole

Lundi 22 octobre
Distribution à la porte des lycées du 4 pages spécial Huma sur Guy MÔQUET

Lundi 22 octobre
18 h 00 Salle de Courtiras à Vendôme : soirée d'hommage à **Guy MOQUET** Organisée par le **Cercle Culturel du Vendômois** et la **Fédération de Loir-et-Cher du PCF**

Jeudi 25 octobre
18 h 00 devant la préfecture à Blois
rassemblement départemental à l'initiative du PCF (*organiser des véhicules au départ des sections*)

Samedi 27 octobre
Déplacement en autocar à Paris pour la manifestation nationale prévue à 15 h

CHAMPAGNE-ARDENNES

Aube a) Santé
Hôpital de Troyes. Après une première victoire en 2002 pour le maintien des services des urgences. Aujourd'hui, nouvelle bataille pour les recrutements nécessaires; 2000 pétitions signées. La création de postes nécessaires au bon fonctionnement de l'hôpital public passe par une réforme ouvrant le budget de la Sécurité sociale à de nouvelles sources de financement

b) **Franchise** : participent à la journée du 29 septembre

Ardennes a) **Un bus** est prévu pour le 27 octobre
b) **Franchises**: une assemblée débat est prévue le 5 octobre à Charleville-Mézières

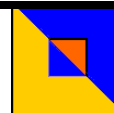
Marne a) 27 octobre: Un ou plusieurs bus sont prévus

b) **Franchises**: distribution du tract dans les trois principales villes du département

c) **Réforme de la carte judiciaire**: bataille pour la sauvegarde du Tribunal des Prud'hommes d'Epervy

d) **Cheminots**: les élus du Conseil régional se mobilisent pour la journée du 18 octobre contre le service minimum

e) 22 octobre: initiatives à propos de la lettre de Guy Môquet



FRANCHE COMPTE

Doubs

Les communistes du Doubs sont engagés dans une initiative commune sur les franchises médicales.

Rassemblement samedi 29 septembre 14h30 à Besançon, 15h à Montbéliard.

Un tract du Parti est diffusé.

Concernant le 27 octobre, proposition de préparer l'initiative après le 29 septembre

Remarque: Beaucoup d'initiatives d'ici le 27/10 notamment **les 13 et 18 octobre**.

Jura

Concernant le 29 septembre sur les franchises médicales, diverses initiatives communes de rassemblement à Lons Le Saunier, Dôle, Champagnolle, St Claude, Morez.

Belfort

Un comité de défense de l'Hôpital est mis en place.

Concernant le 29 septembre à l'appel d'une dizaine d'organisations politiques et associatives un rassemblement est prévu à 14h30 Place Courbis à Belfort
CD le 1/10 avec à l'ordre du jour l'initiative nationale du **27 octobre**.

LANGUEDOC ROUSSILLON

Aude

Plusieurs chantiers sont ouverts :

a) franchise médicale : initiatives unitaires et initiatives du PCF avec un débat avec Jean-Luc Gibelin (14 ou 15 novembre)

b) Bataille sur le fret : six gares sont menacées et tout le développement économique de la région de Narbonne. Distribution de tracts dans les entreprises et réunions publiques à l'initiative du PCF prévues à Narbonne.

c) Une initiative sur la paix pourrait être envisagée. Il est également envisagé des initiatives sur la **question viticole**. un dossier avec les propositions du PCF est en cours d'élaboration. Le 22 octobre une initiative à propos de la lettre de **G Môquet**.

Gard

Les communistes gardois se sont engagés dans l'initiative commune sur les **franchises médicales**. Ils organisent également une rencontre publique du PCF avec Jean Luc Gibelin le 28 septembre.

Pyrénées Orientales

a) les communistes se sont engagés dans la bataille contre les **franchises**.

2000 tracts unitaires et 8000 tracts du PCF sur cette question ont été distribués par les communistes. Trois initiatives sont prévues pour le 29 septembre. Les organisations et le PCF doivent être reçues à la préfecture sur cette question.

b) Une bataille est également engagée sur le **maintien des centres de santé menacés par la restructuration hospitalière**. Une première **victoire est à mettre à l'actif des luttes** à Cerbère où le directeur de l'Agence régionale hospitalière vient d'annoncer que le projet de délocalisation ne serait pas inscrit au programme de « hôpital 2012 ». Un groupe de travail intégrant le comité de défense de cet établissement est mis en place pour rechercher des solutions permettant de relancer ce centre de soins.

c) Sur la question du traité européen simplifié, il est prévu le **vendredi 26 octobre un débat sur cette question avec que Francis Wurtz**.

HAUTE NORMANDIE

Eure et Seine-Maritime

a) préparation de la fête de l'humanité de la Haute-Normandie le **27 octobre**.

- Celle-ci est mise à la disposition des organisations syndicales pour un débat organisé sur la riposte à Sarkozy.

- Débat sur l'automobile avec Jacky Hénin. un 4 pages est prévu et sera distribué chez tous les constructeurs.

b) Franchise : trois manifestations contre les franchises sont prévues dans la région et le tract du PCF est largement distribué.

Ils se demandent comment ne pas se laisser entraîner sur tous les chantiers ouverts par Sarkozy, mais besoin de choisir les terrains et montrer le besoin d'une contre riposte cohérente.

LIMOUSIN

Corrèze

Il est prévu d'adresser une **lettre à toutes les formations de gauche, aux organisations du mouvement social et associatif** pour la préparation de la semaine du 27. Les premiers échos semblent indiquer un accueil favorable.

BRETAGNE

Finistère

.29 septembre: signatures de pétitions en cours.

Présence à la foire Saint-Michel de Brest.

PICARDIE**Somme**

Manifestation Amiens le 29 septembre contre les franchises

L'objectif est d'amener **deux cars lors du rassemblement national**.

Un tract a été diffusé aux cheminots de Longueau contre la fermeture **des sites fret**

Oise

La signature de la **pétition contre les franchises** continue. L'objectif est d'aller remettre les signatures à tous les députés de l'Oise avant la discussion budgétaire sur la Sécu. Le département est sur le parcours de la **marche du Nord** : des initiatives seront donc organisées pour l'accueillir au Nord de Compiègne et dans le bassin creillois

AQUITAINE**Dordogne**

29 septembre : 10 h 30 rassemblement départemental à Périgueux à partir d'un

appel de plusieurs organisations du collectif national.

16 h 30 : débat à l'initiative du PCF sur une fête de plusieurs sections mises à la disposition des organisations appelantes.

27 octobre : Les sujets sensibles : fret, emploi, services publics, développement local, développement ferroviaire.

A l'initiative de la direction départementale: une rencontre des organisations de gauche, syndicales, citoyennes aura lieu le premier octobre sur la riposte avec une mise à la disposition de toutes les organisations du 27 octobre .

Gironde

29 septembre : après-midi de débats organisés par des organisations politiques, dont le PCF, les syndicats et associations.

27 octobre : préparation de la semaine à partir de la lutte des salariés de la S. N.C F pour le maintien de 69 emplois au triage d'Hourcade.

-- réunion publique le **3 octobre** à Bègles pour préparer :

manifestation publique dans les 10 jours avant le 27 octobre, sur la question du fret ferroviaire, de l'emploi et du développement économique et industriel, en lien avec le Grenelle de l'environnement.

Lot et Garonne

29 septembre : diffusion de tracts sur les marchés du département à l'initiative des organisations du 47. Rassemblement initié par le PCF pour créer un espace pour ceux qui comme les usagers ne sont pas organisés

12 octobre : débat autour du film Siko avec Catherine Mills.

17 octobre : débat pluraliste à partir question de la santé et de la Sécu.

BOURGOGNE**Côte D'Or**

Une réunion pour les riposte s'est tenue le 11 septembre à l'initiative du PCF et de «

solidarité 21 »: rassemblant les forces de gauche (LCR, PRS, M. R. C, P. S., P. R. G., verts, solidarités 21, P. C. F., alternatifs) elles ont décidé de riposter sur les questions de la santé, le mini traité, l'emploi, les services publics.

Et en premier lieu pour la mobilisation contre les franchises médicales.

18 septembre, les forces politiques se sont à nouveau réunies ainsi que la CGT, attac, et le C UAG 21. La FSU absente est partie prenante.

Ils appellent à un rassemblement 29.

Nièvre

Franchises médicales: signature de la pétition suite à la réunion prise à l'initiative du PCF avec le PS, M.RC, Mars gauche républicaine ainsi que la FSU et la CGT.

8 initiatives sont prévues. Ces opérations sont soutenues par Solidaire, Confédération paysanne, fondation Copernic, MG 58 (médecin).

Une conférence de presse a eu lieu.

Préparation du 27 octobre :

-- Pétition pour le pouvoir d'achat de l'ADECR,
-- rassemblement riposte le 19 octobre à fourchambault.

ALSACE**Bas Rhin**

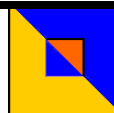
Franchise médicale : diffusion et le rassemblement à l'appel de la FSU,CGT,

SUD, PCF, PRS,LCR,

Organisation d'un débat public sur les franchises le **17 octobre** organisé par les mêmes.

RIPOSTE À SARKOZY

FAITES CONNAÎTRE LES INITIATIVES dans votre département, dans votre ville ou village, pour publication dans les prochaines Lettres du RAPSE, en vous connectant sur le lien suivant



MIDI PYRENEES

Hautes-Pyrénées

29 septembre : participation au travail du collectif départementale contre les franchises médicales.

PCF prendra la parole aux rassemblements à Tarbes.

Appel commun pour le 29 du PCF – PS – Verts – LCR – P.RG suite à la rencontre à notre initiative.

Tarn

29 septembre : distribution du tract commun sur les marchés et signatures des pétitions. Et un appel départemental à l'initiative de la CGT, FSU, Sud, PCF, L. C. R., les Verts, les alternatifs, attac, ADECR, PS.

27 octobre : le comité départemental a décidé le principe d'une initiative devant une entreprise, un marché, une école. Dans chacune des huit sections.

Dans la semaine prochaine: rassemblons les informations pour faire un point de presse avant le 27.

ILE DE FRANCE

Yvelines

29 septembre : initiative du PCF : contact avec des organisations départementales.

Communiqué de presse. Initiative à l'hôpital de Poissy Saint-Germain. Environ 300 pétitions.

27 octobre : proposition du conseil départemental : trois cars et environ 150 participants. Efforts en direction de 2 cibles :

-- lutte sur le logement,

-- le Technocentre : souffrance au travail.

Jeudi 28 septembre : débat public sur les retraites avec Catherine Mills

Seine-Saint-Denis

29 septembre : une journée départementale ouverte à tous les communistes prévue de longue date (consacrée aux municipales et cantonales)

Du 22 au 27 octobre: une semaine d'action sur le pouvoir d'achat (avec distribution de tracts sur les lieux publics, débat au conseil général sur la fonction publique...)

le vendredi 26 accueil de la marche des chômeurs du Nord sur le parvis de la préfecture.

De 11 heures à 14 heures : prise de parole, collecte de CV à l'initiative des maires, ...

Hauts-de-Seine

Franchise médicale : 30 000 tracts. Beaucoup de distribution.

Bon accueil dans les « lieux de santé ». 5/600 pétitions.

Val de Marne

27 octobre : 2 sections accueillent les « marcheurs ». Un banquet fraternel devrait avoir lieu en leur présence.

PACA

Var

Franchise médicale : un tract départemental du PCF.

Une réunion avec les partenaires le jeudi 20 septembre, un rassemblement départemental le 29 septembre, la CGT mobilise dans les entreprises.

Point de presse le jeudi 26 septembre avec un communiqué commun signé par Attac, F.S.U, LCR, les alternatifs, Verts, M.RC, PCF, PS, Sud éducation.

Des initiatives locales et des pétitions sont en cours.

Cette initiative bienvenue pour préparer plus intensément le 27/10.

Vaucluse

Franchise médicale : rassemblement le samedi matin et débat l'après-midi à Avignon.

Soirée cinéma le 3 octobre avec le film Sicko

Initiatives prises par le PCF : distribution de tracts signature de la pétition dans plusieurs villes du département.

RHÔNE ALPES

Ardèche

Pour la semaine de mobilisation, 2 thématiques se dégagent:

Services publics mobilisation contre les projets de rattachement Ardèche-Drôme avec manifestation le 26 octobre

- Présence médicale dans le département qui tend à devenir un désert.

Loire

27 octobre: La fédération organise la montée sur Paris avec un bus (objectif en hausse). Fait du mois d'octobre, le mois

de la riposte. A signaler une initiative le 18 octobre sur débat à gauche et riposte à Sarko avec une thématique autour de la protection sociale

Rhône

Franchise médicale : Conférence de presse commune PCF, PS, Verts, LCR.

27 octobre : 2 sections programment des débats pendant la semaine d'action sur une dominante service public (un généraliste à Lyon sur service public et l'autre sur plus précisément sur Poste) Pour la montée sur Paris, celles-ci ont un objectif de 30, et pensent à un bus, cela pourraient les faire monter à 45.

Isère

Sur les thématiques de la semaine d'action, 2 pistes : la criminalisation des actes syndicaux (via lutte solidarité avec sans papiers) et la casse de la pétrochimie annoncée pour la fin de l'année.

Première victoire à Peyrefitte

Pas de décision de délocalisation couperet. Un groupe de travail rassemblant tous les partenaires va instruire le dossier dans les 6 mois à venir.

Ainsi qu'il l'avait annoncé, le directeur de l'ARH, le docteur Corvez, est revenu à Perpignan et à Cerbère le 21 septembre pour faire le point à la suite des deux mois écoulés. Durant cette période, il a étudié le dossier, procédé à de nombreuses consultations, étudié diverses pistes, notamment en ce qui concerne les possibilités de recrutement de nouveaux patients.

Le 21 septembre, il a rencontré les élus du canton, le bureau du conseil d'administration et les élus du personnel de Peyrefitte puis les représentants de l'association : personnels du centre, parents de patients adhérents de l'association, auxquels s'était jointe une délégation du CHM de Banyuls.

Proposer un programme et se fixer des objectifs

En liminaire de ses propos, le directeur de l'ARH précise qu'on ne peut pas laisser une situation se dégrader : attendre serait le pire des scénarios. Il ajoute, précisant qu'il a tenu le même propos partout : « je ne saurais me laisser dicter en urgence une décision prise unilatéralement ». Pour cette raison, il n'inscrira pas le projet de délocalisation au programme d'Hôpital 2012 : « les plans que j'accompagne restructurent des activités dans un mouvement d'ensemble ».

Il s'agit donc de proposer un programme et de se fixer des objectifs : « D'ici le 30 avril 2008, nous allons rechercher des solutions qui ne mettent pas l'établissement en péril. Nous allons mettre en place un groupe de travail où chacun s'exprime. Etudier le meilleur comme le pire. Examiner quels problèmes, quelles solutions, avec l'aide de la DDAS, ne pas envisager de mouvement sans solutions d'accompagnement ; veiller à ne pas se trouver avec d'autres dans une situation concu-

rentielle qui deviendrait néfaste à terme.

L'existence du collectif officialisée, son rôle reconnu

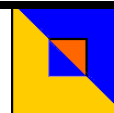
Tous les partenaires : direction, médecins, soignants, élus du personnel, représentants du collectif, participeront à ce travail en profondeur. Les salariés seront informés. Tout le collectif doit désigner ses représentants qui participeront à la discussion. Dès la semaine prochaine, M. Corvez leur proposera un cadre de travail et une méthode. Il exprime le souhait que tout se fasse dans la sérénité « Battez-vous sur les idées ».

Au nom du collectif, Sonia Chamary prend acte avec satisfaction de la reconnaissance du collectif et de la confiance qui lui est accordée : ses membres sont prêts à travailler activement et sont prêts à « monter le débat ». Elle salue la victoire ainsi obtenue. Après trois mois de dénégations, les membres du conseil d'administration et les dirigeants du centre doivent enfin accepter la réalité et travailler avec les représentants du collectif.

Interrogé par les représentants de Banyuls à propos du projet de fusion, le directeur de l'ARH estime qu'il faut étudier soigneusement le projet, pouvoir mesurer si cela est ou non souhaitable : « nous mènerons une réflexion globale sur le bassin avec tous les acteurs » : Où sont les compétences ? pour quels malades ? Le Conseil Général aidera aussi à apprécier les complémentarités. Rien ne doit être laissé au hasard et la dimension sanitaire doit demeurer au centre du projet.

« Tout cela se fera dans la concertation » affirme une dernière fois M. Corvez avant de prendre congé.

Yvette Lucas



Quelques repères sur les régimes spéciaux

Cela concerne :

- La RATP
- Les mines
- EDF GDF
- La SNCF
- Les marins

- Les clercs et employés de notaires
- La Banque de France
- Les fonctionnaires civils et militaires pour l'ETAT
- Les agents des collectivités territoriales et des hôpitaux

	Nb de cotisants en milliers en 2003	Nb de pensionnés (en millier)	Age de départ retraite	Durée moyenne de retraite(2004) (4)	
				Civil	Militaires
FPE - Fonction publique d'État (civils et militaires)	2488	1645	50,55,(1) 60 (2)	22,3	34,2
CNRACE (agent des collectivités territoriales et des hôpitaux)	1769	655		18,8	
GDF EDF (6)	146	128	55 à 60	23,9	
RATP	43	33	50 (3) 55 ou 60	24,8	
SNCF	177	254	50 (3) ou 55	26,2	
Banque de France	15	13	55 à 60	26,4	
Mines	18	303 (5)	50 à 55	20,3	
marins	42	94	50 à 60	19,7	
CRPCEN (clercs et employés de notaires)	42	45	60	18,9	

(1) catégories actives
 (2) sédentaires
 (3) agents de conduite
 (4) pour mémoire 17,7% pour le régime général mais seule une petite minorité de salariés travaillent encore à 60 ans. Une grande majorité d'entre eux sont soit au chômage soit en « pré-retraite » avant 60 ans.
 (5) Avec la fermeture des mines, les cotisants disparaissent. L'Etat assure une subvention pour assurer le paiement des pensions
 (6) depuis la loi du 9/08/2004, le régime est adossé aux régimes financiers de droit commun : CNAV, AGIRC, ARCOO

2003 en %

Âge	Ensemble
Femmes	63,4
15 – 24 ans	30,4
25 – 49 ans	80,6
50 – 64 ans	53,3
Hommes	75,3
15 – 24 ans	38,3
25 – 49 ans	94,4,6
50 – 64 ans	65,3

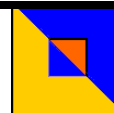
Note: résultats en moyenne annuelle
 Champ: personnes de 15 à 64 ans
 Source: Insee, enquêtes emploi

Pour rappel, la moitié des actifs de 55/60 ans ne travaillent plus. Soit ils sont au chômage, soit ils sont partis en « pré-retraite » avec les nombreux dispositifs utilisés par les entreprises pour se réduire à moindre frais leurs effectifs (FNE, PRP, CASA, CATS, etc.)

Quelques règles des régimes spéciaux

	Assiette de calcul de la pension	Durée de cotisation	Age de départ	Bonifications	Conditions de revalorisation
IEG GDF EDF	Dernier traitement y compris gratification	37,5 annuités	60 ans 55 ans si 15 ans services actifs, 10 ans si services insalubres	Mères de famille 1 an pour 1 enfant, 3 ans pour 2 ou 3 enfants+ 1 an par enfant. Campagne militaire 4 mois pour 1 an insalubre, 2 mois pour 1 an actif, 2 mois pour 1 an service militaire	Indexation sur traitement des actifs
RATP	Émoluments soumis à retenue, échelon des 6 derniers mois	37,5	60 ans. tableau A (contrôle, enquêtes, entretien atelier, personnel en horaire variable) :55 ans tableau B (travail en souterrain et machinistes : 50 ans	Mères de famille 1 an par enfant	Indexation sur traitement des actifs
SNCF	Traitements + accessoires soumis à retenue + prime de fin d'année	37,5	55 ans. 50 ans pour agents de conduite (10% de l'effectif)	Mères de famille 1 an par enfant Agent de conduite 3 mois par année après 3 ans et dans la limite de 60 mois	Indexation sur traitement des actifs
Banque de France	Traitements soumis à retenue des 6 derniers mois	37,5	60 ans. 55 ans pour certaines catégories	Mères de famille 1 an par enfant	Indexation sur traitement des actifs
Marins	Salaires forfaitaire de la catégorie des 3 dernières ou des 5 meilleures années	37,5	55 ans. 50 ans si 25 annuités avec pension plafonnée à 25 annuités, 52,5 si 37,5 annuités	Campagnes militaires	Indexation sur les salaires forfaitaires. (en pratique indexation sur régime général)
Mines	Dépend de la durée de service	Pension normale 120 trimestres, pension proportionnelle 60 ‡ à 119 trimestres, pension proratisée 1 ‡ à 59 trimestres.	55 ans	1 an pour 4 ans de fond (min 50 ans) Pension majorée de 0,15% par trimestre au fond.	Indexation régime général
Clercs et employés de notaires	Moyenne des 10 meilleures années	37,5	60 ans, 55 ans pour les femmes ayant 22 ans de service effectif	Mères 1 an par enfant	Indexation régime général

La durée de cotisation des régimes spéciaux: 37,5 ans correspond à celle qui avait cour récemment dans le privé avant la réforme Fillon portant à 40 ans le nombre d'annuité. Parallèlement à l'offensive contre les régimes spéciaux, Fillon annonce l'allongement à 41 annuités pour le régime général; sans doute une étape vers les 42 ans réclamés par le patronat. En fait, cela conduira à réduire le niveau des retraites versées puisque la majorité des gens arrivant à la retraite sont déjà « non actif » (chômage, pré-retraite...)



Lutte: sous la cendre, la braise... La grève n'est plus le seul moyen d'action...

Une étude récente de la DARES (service du ministère du travail) montre que contrairement à ce que laissent croire les études quantitatives du même service de ce ministère, les conflits du travail ne sont pas en baisse. Comptabilisées en nombre de journées entières, les chiffres donnent 248 114 journées individuelles non travaillées en 2001 et 193 423 journées individuelles non travaillées en 2004.

Pourtant tous les autres types de conflits (arrêts de moins de 2 jours, débrayages, grèves perlées, grèves du zèle, refus d'heures supplémentaires, pétitions sont en hausse.

Le refus d'heures supplémentaires (9,6% des Établissements touchés sur la dernière période contre 3,2% en 2001) est à confronter au discours sarkozien « *travailler plus pour gagner plus* ».

Les chercheurs à l'origine de l'Étude analysent cette montée du refus d'heures supplémentaires comme un refus de « *revenir dans l'entreprise sur les 35 heures* ».

La combinaison des conflits individuels et collectifs se développe également. Il s'agit de « *plus de formes de conflits diversifiés et pas forcément moins efficaces...face à l'évolution du monde salarié, l'ensemble des syndicats est confronté à la nécessité de faire évoluer sa pratique de l'action pour réussir à mobiliser* »

Emploi

En 2005, baisse des embauches dans les zones de re-dynamisation urbaine

La DARES publie une étude sur l'emploi dans les ZRU et les ZRR

En 2005, 2 380 embauches ont ouvert droit à une exonération au titre des Zones de Re-dynamisation Urbaine (ZRU). Après la forte baisse de 2004 (-20 %), consécutive au doublement du nombre de Zones Franches Urbaines (ZFU), la diminution des embauches s'est poursuivie en 2005 (-6 %). Plus d'un tiers des embauches exonérées en ZRU sont effectuées en Île-de-France et dans la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur.

8 860 embauches ont ouvert droit à une exonération au titre des Zones de Revitalisation Rurale (ZRR). Les embauches en ZRR poursuivent leur progression : +8 % par rapport à 2004.

Principalement masculins et de niveau CAP-BEP, les salariés donnant droit aux exonérations ZRR et ZRU sont surtout recrutés sur des postes d'ouvriers. Dans les zones urbaines comme dans les zones rurales, les embauches de 2005 ont surtout concerné des personnes occupant déjà un emploi : 48% des embauches en ZRU et 58% en ZRR. Les demandeurs l'emploi sont nettement moins présents dans les embauches.

	ZRR								ZRU							
	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	Evol.04/05	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	Evol.04/05
Nombre d'établissements ayant embauché au moins un salarié ouvrant droit à l'exonération	-	-	-	-	4 566	5 421	5 647	4,2%					1 205	1 080	966	-10,5%
Effectif de salariés ouvrant droit à l'exonération (au 31/12n)*	11 946	13 363	10 130	7 232	6 840	7 580	7 865	3,8%	3 440	4 111	4 006	3 296	3 012	2 371	2 334	- 1,5%
Effectif de salariés ouvrant droit à l'exonération embauchés pendant l'année*	12 734	14 246	10 824	7 728	7 296	8 223	8 865	7,8%	3 684	4 370	4 283	3 518	3 217	2 535	2 381	- 6,1%

Lecture: en 2005, 8 865 embauches ont été réalisées dans 5 647 établissements implantés dans une ZRR de France Métropolitaine. C'est 7,8% de plus qu'en 2004. Les données concernant les ZRR et les ZRU d'Outre-Mer sont indisponibles.

* Estimations

Sources et calculs DARES